

« Mauritania-Any prospects for
stability and democracy in near future »
Les perspectives pour la stabilité et la
démocratie.

Présenté par
**Moussa Diaw, professeur de
Sciences Politiques à l'Université
Gaston Berger de Saint-Louis
(Sénégal)**

Présentation de la Mauritanie



- position géographique et son histoire partagée entre l'Afrique noire et le monde arabe.
- Ses compositions sociales et culturelles arabe et négro-africaine .
- Ce tiraillement entre ces deux mondes en fonction de la conjoncture interne et externe explique en grande partie les défis de ce pays dans l'élaboration de sa politique étrangère dont le souci cardinal est de jouer l'équilibriste pour endosser sa fonction de trait d'union entre ces deux espaces.
- Entourée au Nord par ses voisins algérien et Marocain, à l'est par le Mali, au sud par le Sénégal
- superficie de 1030700 km² pour une population totale de 3.065.721 habitants (Office national de la statistique, 2008) et une densité de 3 habitants /km².

- Bordée à l'Ouest par l'océan Atlantique qui lui offre une des eaux les plus poissonneuses au monde et au sud par le fleuve Sénégal dont la mise en valeur a été confiée à l'organisation sous-régionale (OMVS).
- Présence de minerais de fer de Zouérate, les retombées financières de l'exploitation des gisement de pétrole off shore.
- La Mauritanie possède sa propre monnaie (Ouguya, UM) depuis 1973, sa langue officielle est l'arabe'

- Le pays n'est pas à l'abri des conflits, d'ordre culturel, identitaire et politique, et récemment de nature religieuse.
- Le fait marquant majeur: la crise politique qui a engendré un coup d'Etat militaire le 06 août 2008
- Plusieurs questions se posent:
- - *Quels sont les origines des différentes crises auxquelles la Mauritanie est confrontée?*
- - *Comment ont-elles été gérées?*
- - *Quels sont les facteurs explicatifs des crises politiques en Mauritanie?*
- - *Quels en sont les différents acteurs?*
- - *La transition démocratique et ses retombées dans tous les domaines sont-elles menacées par ce changement par la force?*
- - *Quel est l'impact de la pression de la Communauté Internationale sur ce changement politique?*
- - *La Mauritanie pourra t-elle retrouver un équilibre politique et une cohésion sociale dans cette Afrique marquée par la conflictualité?*

I: Les sources des crises

- Depuis l'avènement d'un régime civil issu des élections démocratiques et transparentes et indiscutées de mars 2007, la Mauritanie est souvent citée comme exemple de transition démocratique réussie
- Le coup d'Etat militaire du 06 août 2008 vient de jeter en doute sur les avancées qui avaient permis au pays de s'engager dans la voie de résolution des conflits internes
- Les causes sont multiples et diversifiées:
 - - facteurs politiques:
 - 1 blocage institutionnel par un groupe du parti majoritaire (PNDD ou ADIL)
 - 2 changement d'alliances fréquent au gré de la conjoncture politique et du clientélisme, des affinités tribales ou ethniques
 - 3 des partis politiques peu consistants traversés par des querelles de personnes et peu enclins à proposer des alternatives politiques

4 Manque de culture politique et d'attachement aux principes et règles démocratiques

■ **Facteurs socio-culturels**

1 cohabitation difficile entre négro-africains et arabo-berbères

2 problèmes de l'esclavage malgré sa qualification de criminalisation depuis le régime civil de Sidi Mohamed Ould cheikh Abdellahi

3 marginalisation des minorités ethniques

4 persistance du tribalisme et du régionalisme

Facteurs économiques

1 l'accaparement des ressources du pays par un petit groupe, détenant des positions de pouvoir

2 détournement des deniers publics

3 trafic de stupéfiants et corruption, etc.

Facteurs endogènes:

1 le phénomène islamiste transnational (les salafistes, la version Al Kaida Maghreb)

2 les idéologies importées du monde arabe (nassirisme, baathisme)

3 les conflits frontaliers et leur répercussion: exemple les événements sénégal-mauritaniens de 1989.

II Les perspectives de sortie de crise

- Si le coup d'Etat du 3 mars 2005 a été considéré comme salutaire pour sortir la Mauritanie d'un régime autoritaire de Ould Taya du 12 décembre 1984 au 3 août 2005, par la mise en place de l'organe exécutif: CMJD (Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie), qui a mis en place un processus de démocratisation débouchant sur des réformes institutionnelles et des élections libres et transparentes.
- Référendum constitutionnelle le 25 juillet 2006
- Elections municipales et législatives des 17 et 24 novembre 2006
- Elections sénatoriales des 21 janvier et 4 février 2007
- Elections présidentielles des 11 et 25 mars 2007
- Reconnaissance officielle de 61 partis politiques au 31 mai 2008

Le putsch du 6 août semble venir compromettre tout ce progrès réalisé pour doter le pays d'institutions politiques et démocratiques et ouvrir un jeu politique pour l'ensemble des acteurs qui se conforment aux lois et règlements en vigueur en la matière. Ainsi cet événement est apprécié différemment par les Mauritaniens. Si des partis continuent de soutenir les initiateurs de ce coup de force, la plupart s'opposent à ce changement par la force qui symbolise un énorme gâchis, mais surtout un recul substantiel des réalisations en terme de démocratie, de liberté publique et de l'émergence de la société civile reconnue officiellement et active dans son rôle de contre-pouvoir.

- Face à cette situation: Comment sortir de l'impasse. Il existe plusieurs piste :
 - Relancer les structures institutionnelles et politiques
 - Favoriser le retour de militaires dans leurs casernes avec des garanties pour éviter des revanches.
 - Opérer des choix des hommes selon des critères objectifs de compétence et d'intégrité, et non en fonction de leur appartenance tribale, régionale et clanique, même si c'est une réalité sociale. Et l'implantation sociale et politique des partis, le vide est comblé par ces mécanismes de solidarités et de
 - Instaurer une justice équitable dans le traitement des dossiers qui touchent même les entourages des dirigeants.
 - Rendre la cohabitation sociale plus complémentaire que conflictuelle, en associant l'ensemble des communautés au processus décisionnel dans tous les domaines
 - Créer des conditions favorables aux partis politiques et les doter suffisamment de moyens surtout financiers afin qu'ils puissent contribuer à la formation de la citoyenneté, mais surtout de jouer un rôle de contre pouvoir et d'être des acteurs efficaces dans le processus démocratique. Dans le domaine de la lutte contre l'impunité et la résolution du passif humanitaire, il conviendra de mettre en place des structures (exemple de l'Afrique du Sud, vérité et réconciliation), pour situer les responsabilités et permettre aux victimes en vie de se faire entendre et de recouvrer leurs droits.
 - Retour des réfugiés et insertion de manière rapide et durable selon une conception loin des calculs politiques et des arrière-pensées.

- l'espace religieux ne doit pas être l'apanage d'un quelconque parti, mais il doit être ouvert à tous les citoyens, afin d'accomplir leur devoir à la matière. La lutte contre le terrorisme doit être encouragée et les auteurs punis de manière exemplaire.
- S'agissant de la lutte contre la drogue, toute la lumière doit être faite sur ce commerce illicite. Une lutte acharnée doit être menée pour éradiquer les réseaux clandestins et leurs ramifications internationales. Un observatoire régional mérite d'être créé pour rendre efficace le travail effectué dans ce domaine.

- Dans cette démarche de recherche de sortie de crise, l'accent doit être mis sur un enjeu majeur qui est celui de la clarification sinon de la séparation entre le pouvoir militaire et le pouvoir politique, dans un pays pauvre, où les structures institutionnelles et administratives fonctionnent de manière approximative.
- L'intérêt est de construire une armée républicaine au service du politique. Cela demandera beaucoup de temps et beaucoup d'effort dans la structuration et la modernisation de l'armée.
- Irruption de cette dernière dans l'espace politique depuis 1978, à la suite de leur participation active, à la guerre du Sahara occidental et de leur prise de pouvoir par la force.
- Existence d'une bourgeoisie militaire ou d'une élite militaire accaparant les établissements publics, ou les sources d'enrichissement facile (colonels à la Direction des Ports, à la Direction des Douanes, à la Direction de la Société d'électricité, à la Sonimex...)
- Favoritisme dans l'armée (époque de Ould Taya)
- Conflits d'intérêts, nomination des membres de la famille, de la tribu, à la tête des commandements de l'armée
- Purge des officiers négro-africains au sein de l'armée (1986-1987, 1999-1991)

- Maintenant, cette bourgeoisie militaire rivalise pour non seulement émerger à la tête de structures de commandement et de sécurité, mais surtout pour se hisser au sommet de l'Etat.
- Les rivalités de personne rejaillissent dans les institutions de pouvoir et expliquent sans doute le coup de force du mercredi 6 août 2008 et qui risque de créer un précédent dans la manière de changer la donne au lendemain des consultations qui ont fait la fierté de tout un pays.

Conclusion

- L'issue de la crise politique que traverse la Mauritanie, dépendra du comportement des acteurs militaires et de leur compréhension des mécanismes auxquels s'adosse une démocratie. La Communauté Internationale a vivement condamné la prise du pouvoir par la force. L'Union Africaine (UA) a tenu un discours sans équivoque. L'attitude des Mauritaniens dans leur ensemble, contrastent avec la démonstration de force, à laquelle se sont livrés les dirigeants militaires face au régime démocratiquement élu. Dans ce contexte, les partis politiques qui ont manifesté leur engagement dans la défense des valeurs démocratiques, la société civile et les pouvoirs traditionnels et spirituels pourront apporter leur contribution pour sortir de la crise, et susciter un dialogue politique et social, permettant de prévenir et de lutter une telle situations. d'épreuve de force entre les différents segments du paysage politico social de la Mauritanie
- La médiation de l'UA et de la Ligue arabe serait une initiative louable afin de faciliter le déblocage de la situation.